Le préfet autorise un nouveau bail de 30 ans. Photo Le DL/F.G.

soutenue par la fédération socialiste de Haute-Savoie.

6, rue de l'Annexion - ANNECY - 04 50 45
113400200



**HAUTE-SAVOIE** Les finances publiques souhaitent apporter de meilleurs services aux usagers, « un double enfumage » selon les syndicats

# Bâtir le réseau des finances publiques du XXIe siècle

**En juin 2019, Gérald Darmanin a lancé la concertation de quatre mois sur la réforme des services de finances publique : les nouveautés et projets pour la Haute-Savoie.**

La concertation sur la réforme des services des finances, lancée par Gérald Darmanin, promet des changements dans les départements, en matière d'accueil du public notamment.

Philippe Lévin, directeur général des finances publiques de la Haute-Savoie, dirige cette concertation qui s'étalera jusqu'en octobre 2019, en interne, mais aussi en externe, avec les élus locaux.

Officiellement, l'objectif de la réforme sera d'améliorer la qualité et l'efficacité des services aux usagers, en "renforçant fortement la présence des services publics sur le territoire" : l'administration des finances était présente dans 23 communes, demain, ce sera 25, promet Bercy.

### Deux sites de plus selon Bercy, deux fois moins selon les syndicats

Le projet prévoit d'implanter un point de contact dans chaque canton, qui remplirait les mêmes fonctions que les trésoreries classiques : les Maisons France Services, avec pour projet de favoriser la proximité avec les usagers, soit dans des bâtiments dédiés, soit en implantant des services en mairie. Sauf que, d'après les syndicats, ces points ne seraient pas confiés à des fonctionnaires des finances, mais à des agents polyvalents peu formés (1/2 journée pour l'impôt sur le revenu) et donc incapables de rendre les mêmes services que dans les trésoreries.

Le projet prévoit également une accélération de la dématérialisation des démarches, afin de désengorger les points d'accueil. Pour les syndicats, il s'agit surtout de "maquiller" la disparition des petites trésoreries et la réduction du nombre de fonctionnaires : « Le projet est dans les cartons depuis longtemps, analyse un syndicaliste, mais avec le phénomène des Gilets jaunes et la montée d'un sentiment d'abandon dans la population et chez les élus locaux, il n'était plus dans l'air du temps. Le gouvernement a voulu donner le change en annonçant un renforcement des services publics sur le territoire, mais c'est un double enfumage. D'une part, les gens ne seront pas qualifiés pour résoudre les problèmes et d'autre part, il s'agira à terme d'un transfert de charges de l'État vers les collectivités locales, qui vont rapidement devoir assumer le coût des locaux et des personnels ». La concertation s'annonce animée…

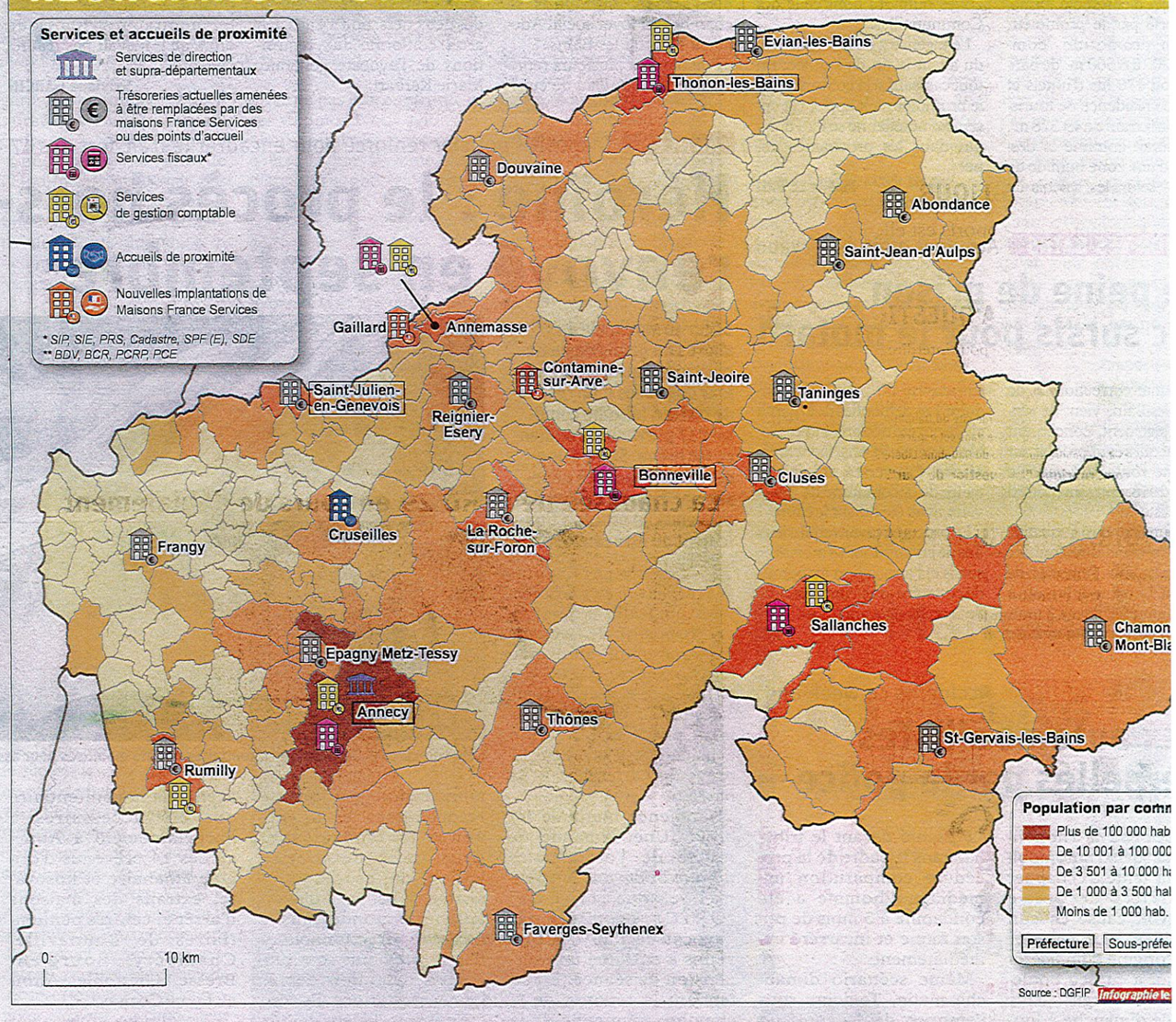
**S.B. avec Mathilde PINARD**

**LE CHIFFRE**

## 186 705

C'est le nombre d'usagers que les services des finances publiques ont accueillis au guichet en 2016, sur toute la Haute-Savoie, dont 25 % dans le réseau de trésoreries locales, principalement pour se faire aider et s'informer sur le paiement des impôts, les déclarations des revenus et la fiscalité en général.

## RÉORGANISATION DES SERVICES LOCAUX DES FINANC




**POUR**

## « Notre politique, c'est de viser à la satisfaction du besoin »

**Philippe Lévin,** directeur départemental des finances publiques (DDFIP) de Haute-Savoie

« Le remplacement des trésoreries classiques par des Maisons France Services comprendrait la mise en place de nouvelles méthodes et outils de travail. L'organisation des finances publiques étant revisitée, il s'agirait de fournir à chaque usager un accueil et un suivi individualisé. S'ajoute à cela, la mise en place d'appels téléphoniques préventifs afin de désengorger les centres de proximité et d'agir en faveur des personnes dans l'incapacité de se déplacer. Ces appels seraient un accueil de premier niveau, qui renverrait directement au service le plus proche des besoins du client. Ainsi, les clients éviteraient des déplacements, et les centres seraient désengorgés, ce qui représente pour la DDFIP ; un véritable changement de paradigme. En plus de la nouveauté des Maisons France Service, la DDFIP a pour projet de nouer des partenariats avec des acteurs du numérique et du digital en vue de répondre aux besoins d'accompagnement des usagers, toujours dans l'optique de leur garantir un accès aux services de qualité. Étant donné qu'une majeure partie des services va être dématérialisée, cela signifie qu'un besoin significatif d'accompagnement à l'utilisation de ces services en ligne va émerger. Pour cette réforme de la DDFIP, il est garanti aux fonctionnaires une indemnisation des mobilités géographiques de ces derniers. Il est également prévu de mettre à leur disposition des formations pour s'adapter aux nouveaux outils du numérique, et répondre aux mieux aux besoins des usagers. »

**Propos recueillis par M.P.**

**Le siège de la Direction départementale des finances publiques est installé à Annecy.** Photo Le DL/M.P.

**CONTRE**

## « C'est un plan massif de suppression d'emplois »

**Thierry Darcq,** inspecteur des finances publiques et cosecrétaire de la section locale de Solidaires finances publiques

« La réalité du projet Darmanin, c'est que seuls les centres fiscaux principaux (Annecy, Thonon, Bonneville, Annemasse et Sallanches) vont être conservés, mais que toutes les trésoreries locales vont être supprimées, à l'exception de cinq sites qui vont être transformés en "super trésoreries", installées près de ces centres : Bonneville (qui regroupera les services de Cluses, La Roche, Saint-Jeoire et Taninges), Sallanches (Chamonix et Saint-Gervais), Rumilly (Faverges, Frangy et Thônes), Annemasse (Reignier et Saint-Julien) et Thonon (Abondance, Le Biot, Évian et Douvaine). Il y aura aussi trois trésoreries à vocation hospitalière uniquement (Annemasse, Épagny Metz-Tessy et La Roche). En gros, tout sera concentré dans les six grandes villes du département. Ailleurs, on va créer des accueils de proximité et les fameuses maisons France service, où on accueillera le public, mais où il n'y aura pas de personnel des finances. Uniquement des agents d'accueil qui n'auront pas les compétences nécessaires pour traiter les dossiers sur place. Ils joueront simplement un rôle de "borne humaine" en transmettant les demandes. La version officielle, qui explique qu'on va ajouter des services publics, c'est un conte pour enfants. On va passer de 23 sites à 10. On ment aux usagers et aux maires, car le but est bien de réduire l'implantation des centres des finances et le nombre de fonctionnaires. Certains vont être contraints à la mobilité, d'autres à quitter la fonction publique. »

**Propos recueillis par S.B.**